

2 Politique

Clôture de la 41e session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie

Les enfants sans identité au nombre des résolutions



Une vue de la délégation gabonaise.



La salle qui a abrité les travaux.

ENB
Berne/Suisse

La session a été sanctionnée par l'adoption de plusieurs résolutions et l'élection à la tête de l'APF du président de l'Assemblée nationale de la République démocratique du Congo (RDC), Aubin Minaku Ndjalandjoko.

C'EST dans une ambiance conviviale que se sont achevés hier à Berne (Suisse), les travaux de la 41e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF),

qui avait pour thème principal : "Encourager l'accès à une formation de qualité pour tous : un défi prioritaire pour la Francophonie". Le chômage des jeunes et les moyens d'endiguer le phénomène par le développement de systèmes de formations professionnelles performants ont été au cœur des réflexions des intervenants. Pour ce faire, la formation professionnelle en entreprise est perçue comme la forme professionnelle la mieux adaptée.

Au-delà du souhait émis par la secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Michaëlle Jean, de voir la Francophonie se

transformer en une plateforme de solutions aux causes afin de consolider la paix, la démocratie et la prospérité, plusieurs résolutions ont été adoptées dans le cadre du travail parlementaire en commissions.

Concernant la résolution sur les enfants sans identité, l'APF invite les Etats et les gouvernements à mener des campagnes de sensibilisation et d'enregistrement, non sans proposer l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan coordonné d'actions au sein des Parlements francophones. Quant à la problématique de l'emploi des jeunes, le Parlement francophone a recommandé la

mise en place et le renforcement des programmes d'orientation professionnelle tels que la création d'un observatoire interparlementaire ainsi que la mise en place de programmes écoles-entreprises. Sur ce même volet, il a été également proposé aux Parlements et aux gouvernements de développer l'offre de formation dans les nouvelles technologies et autres secteurs de la nouvelle industrie, berceau des emplois de demain.

A propos des changements climatiques et dans la perspective de la 21e conférence des parties à la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques

(COP21), l'APF a recommandé aux Etats et aux gouvernements de la Francophonie de mettre tout en œuvre pour parvenir à un accord global et juridiquement contraignant. Mais elle a demandé aussi la mise en place des mécanismes simplifiés d'accès au Fonds vert pour le climat en faveur des Etats membres des bassins (Afrique, Amazonie, Indonésie).

D'autres résolutions figurent au registre du travail abattu par les parlementaires, entre autres, sur l'accès universel aux services de prévention et de traitement du VIH/Sida, les moyens de contrôle de l'action gouvernementale, les

alternances politiques dans l'espace francophone, les situations au Burkina Faso et en République centrafricaine.

La délégation gabonaise composée des sénateurs et députés, conduite par le président de l'Assemblée nationale, a pris une part active par la pertinence de ses contributions tant dans les débats en commissions que lors des plénières.

Cette session de Berne a été sanctionnée par l'élection de Aubin Minaku Ndjalandjoko, président de l'Assemblée nationale de la République démocratique du Congo à la tête de l'APF. Il remplace à ce poste le Canadien Paul E. Mchntyre.

Au lendemain de la démission de Raymond Ndong Sima

« Personne ne se souviendra de lui »

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

Le porte-parole de la présidence, Alain-Claude Bilie-By-Nze, dans le cadre de ses conférences de presse délocalisées, a ainsi réagi hier, à Nkok, à la démission du PDG de l'ancien Premier ministre, Raymond Ndong Sima. Soutenant qu'il est «le seul à qui on a demandé de démissionner et qui ne l'a pas fait». Une sortie médiatique dont l'objectif était de mettre en avant les atouts d'une Zone économique à régime privilégié (ZERP) en pleine expansion.

ALAIN-CLAUDE Bilie-By-Nze a réagi, hier, à la démission du PDG de l'ancien Premier ministre, Raymond Ndong Sima. A l'occasion de sa deuxième conférence de presse sur site, à la Zone économique à régime privilégié (ZERP) de Nkok, le porte-parole de la présidence de la République a estimé que l'ancien député du canton Kye dans le Woleu-Ntem n'aura pas été à la hauteur de la mission à la tête du gouvernement. «Personne ne se souviendra de lui», a-t-il indiqué. Non



Alain-Claude Bilie-By-Nze face aux journalistes hier à la ZERP.

sans rappeler que «Raymond Ndong Sima est le seul Premier ministre à qui on a demandé de démissionner et qui ne l'a pas fait». Tout en insistant sur le fait qu'il a attendu d'être débarqué du gouvernement pour démissionner.

En outre, cette rencontre avec la presse, hors de Libreville, sur un site industriel symbolique, a permis au conseiller politique du chef de l'Etat d'affirmer avec force que Nkok est une réalité et non une fiction. Initiée en 2010, la ZERP est créée en 2012, et 3 ans après, ainsi qu'il le démontre, ledit site est passé du stade de zone forestière à un espace viabilisé où près de 80 investisseurs ont déjà acquis des parcelles contre 62 en 2014 et où 22 usines sont

en opération et en construction, contre 12 en 2014.

En termes de niveau d'investissements, M. Bilie-By-Nze a garanti que sur une superficie prévue de plus de 1000 hectares, plus de 500 hectares sont déjà occupés. «Le Guichet unique mis en place pour faciliter l'implantation des entreprises est fonctionnel et permettra à terme la création d'une entreprise en 48 heures», a-t-il poursuivi.

Selon lui, les entreprises qui y sont implantées bénéficient d'un certain nombre d'avantages fiscaux. C'est le cas de l'exonération de l'impôt sur les sociétés pendant 10 ans ou encore de l'exonération des taxes et droits douaniers sur les importations des équipements, des machines et des pièces dé-



Quelques employés travaillant sur le site.

tachées. L'orateur a également évoqué les emplois générés par la ZERP. Lesquels seraient à ce jour de 1500, directs et indirects. D'autres seront créés au fur et à mesure que les usines vont lancer leurs activités. «L'aciérie qui nous accueille ce jour, qui est dirigée par un Administrateur général de nationalité gabonaise, emploie 135 salariés dont 119 Gabonais», a-t-il martelé.

C'est dire que la politique de diversification de notre économie prônée par le numéro un gabonais tient «ses promesses en ce que, à travers la croissance de la valeur ajoutée, nous arrivons à créer plusieurs milliers d'emplois, ce qui nous permet de renverser progressivement le taux de chômage dans notre

pays».

Il a saisi cette occasion pour exalter le début d'exploitation du Complexe de la SNBG et le lancement de l'exploitation du Complexe métallurgique de Moanda, dans la province du Haut-Ogooué. «Et, nous le vivons encore sur le site qui nous accueille ce jour», a-t-il précisé. Une réalité qui s'observe, a-t-il dit, dans toutes les unités de transformation industrielle à travers le pays.

«Le Gabon, à l'instar d'autres pays producteurs de pétrole, vit une crise liée à la chute du prix du baril, mais grâce à la clairvoyance du président de la République, notre pays a su amorcer ce choc de fait des réformes apportées à la structure de notre économie», a relevé Alain-Claude

Bilie-By-Nze.

Il n'a pas manqué d'aborder l'agenda du président de la République. Le 18 juillet 2015, le président de la République se rendra à Port-Gentil afin de procéder au lancement des travaux de construction du stade de cette ville, une des installations sportives devant accueillir les matches lors de la CAN 2017 qu'abritera notre pays. Le 3 août prochain, Ali Bongo Ondimba sera à Malabo en Guinée-Équatoriale où il va prendre part, aux côtés de ses pairs du continent, au sommet conjoint CEEAC-CEDEAO. Cette conférence de presse a été suivie de la visite guidée de certaines structures de production et de transformation de la ZERP.